

L'hôpital au bord de l'asphyxie

Depuis des années les restrictions budgétaires étouffent les hôpitaux.
Interview de Claudine*, infirmière à la cité sanitaire de Saint Nazaire.

Comment s'est passée la période d'été, souvent critique dans les hôpitaux ?
Avec le manque de personnel, les vacances sont toujours très difficiles à gérer. Les infirmières et aides-soignantes sont obligées de fractionner leurs congés, de prendre des périodes très courtes. En règle générale, c'est environ un remplacement pour trois absences.

soignants qu'il faut en nombre suffisant. A la blanchisserie par exemple, les conditions de travail sont difficiles, très fatigantes, dans le bruit, la chaleur et la vapeur des produits nettoyants.

En cas d'arrêt maladie, les répercussions sont immédiates sur les autres services, qui, du coup, n'ont pas assez de linge.

l'hôpital ! On marche vraiment sur la tête !

Dans quel état d'esprit sont les salarié.e.s ?
Les personnels sont démoralisés, exténués, les "burn-out" se multiplient (surtout chez les cadres), les arrêts maladie augmentent... Des mouvements de grève ou de protestation sont nombreux dans le pays, mais les mobilisations sont encore trop faibles et dispersées. Chez nous les actions syndicales sont peu suivies, beaucoup sont résigné.e.s et dégoûté.e.s... Les conditions de vie et de travail, les salaires trop bas et l'individualisme ne favorisent pas la résistance.

Mais la colère est là, et la grogne assez répandue. Par exemple, l'annonce que l'hôpital devrait payer la taxe foncière à hauteur de 500 000 € par an, qui viennent se rajouter au "loyer" exorbitant perçu par les "partenaires" privés (en fait les banques et les assurances) suscite une certaine émotion chez les gens informés...

Le gouvernement a annoncé un nouveau plan Santé. Qu'en attendez-vous ?
Je n'attends rien de ce gouvernement, sinon des mauvais coups. Dans ce plan, pour les hôpitaux, il n'y a rien de bon ! ** C'est une honte ! Il faut les bloquer, les frapper au portefeuille, s'attaquer aux banques... C'est le seul moyen de reconstruire un service de santé digne de ce nom.

Propos recueillis par Willy

* Le prénom a été modifié.

** En effet, les annonces du "plan santé 2022", c'est - principalement - 3,4 milliards investis sur 4 ans, 4000 postes "d'assistants médicaux" (?) annoncés pour les médecins de ville, et la "création" d'hôpitaux de proximité" dont le rôle reste flou. Ces mesures ne vont profiter ni aux infirmières, ni aux aides-soignants, ni aux Ehpad et hôpitaux et qui manquent de dizaines de milliers de postes à l'échelle nationale. Macron explique d'ailleurs que "le système de santé ne souffre pas d'un sous-financement mais d'un problème d'organisation". Tu parles ! Il faut aussi comparer cet "investissement" aux 25 milliards d'exonérations de cotisations sociales, et aux 115 milliards d'allègements d'impôts et d'aides de l'Etat offerts - chaque année - aux grandes entreprises. Sans compter les dizaines de milliards d'€ investis dans l'armement (voir page 4).
NDLR ■



Manifestation nationale du secteur Santé-Sécu-Social, 7 mars 2017 Paris. Photothèque Rouge/Milo

Quelles sont les conséquences des restrictions budgétaires dans vos services ?
Les départs (retraites ou démissions) ne sont plus tous remplacés depuis des années, pas plus que les absences pour maladie ou pour les formations, et les heures sup' ne sont plus compensées... Certains services cumulent des centaines de jours de récupération non pris. Pour qu'un hôpital fonctionne correctement ce ne sont pas seulement les personnels

Cela impacte directement les malades : des draps ne sont pas changés ; un bout de serviette sert de gant de toilette ; des pyjamas ne sont pas à la bonne taille... Faute de personnels, les personnes âgées ne sont parfois plus traitées dignement... On court partout, le stress augmente le risque d'erreur ; des soins sont décalés, des radios repoussées au lendemain... tout ça augmente la durée d'hospitalisation prévue et, par conséquence, les "coûts" pour

RETRAITES ET SECURITE SOCIALE EN QUELQUES DATES		
1945 : création du régime général de la Sécurité Sociale pour le privé.	médicaments de 80 à 75%.	sur le terrain jusqu'alors réservé aux partenaires sociaux.
1947 : création du régime complémentaire des cadres (Agirc).	1982 : la retraite à 60 ans avec 37,5 annuités.	2003 : Raffarin et Fillon alignent les fonctionnaires sur 40 annuités de cotisations.
1948 : la loi du 20 septembre instaure les pensions à 75 % des derniers salaires pour les fonctionnaires, avec 37,5 annuités.	1991 : création de la Contribution sociale généralisée (CSG), impôt généralisé à presque tous les revenus (travail, retraites, chômage...).	2008 : augmentation progressive de la durée de cotisations pour les régimes spéciaux (42 ans).
1956 : création du fonds national de solidarité et du minimum vieillesse.	1993 : Balladur augmente à 40 ans la durée de cotisations des salariés du privé. La pension est désormais calculée sur les 25 meilleures années (au lieu des 10 dernières).	2010 : la réforme Fillon-Waerth relève à 62 ans l'âge de départ à la retraite, et de 65 à 67 ans pour une retraite à taux plein quelle que soit la durée de cotisation.
1961 : création de la complémentaire Arcco pour les salariés du privé.	1996 : la «réforme Juppé» permet au Parlement de voter des lois de financement de la Sécurité sociale. Pour la première fois depuis 1945, députés et sénateurs vont intervenir	2014 : Hollande, Valls et Touraine allongent la durée de cotisations jusqu'à 43 ans pour la génération de 1973.
1967 : première grande réforme du système, avec l'éclatement de la Sécurité sociale en trois caisses nationales - maladie, vieillesse, famille. Diminution du remboursement des		2018 : nouvelle "réforme" Macron...

L'ESPOIR ET LES LUTTES AU COEUR
L'édition 2018 de la fête du journal des communistes s'est caractérisée avant tout par l'afflux d'une foule immense (certains avancent le chiffre de 800 000 personnes !), une foule populaire quasi invisible dans les médias officiels. Ces trois journées de rencontres, de débats, de découvertes culturelles ont ouvert la rentrée pour construire et inventer de nouveaux chemins d'humanité face au cannibalisme du libéralisme qui détruit la planète et l'humanité. Les urgences écologiques et sociales n'ont que faire des tambouilles ou déclamations politiques qui tournent en boucle dans les médias, mais elles appellent à la réflexion, à la clarté des rassemblements nécessaires pour unir les luttes contre Macron, pour ouvrir les perspectives concrètes. Les communistes français apportent leur pierre à cette construction commune, en tirant les enseignements des échecs passés et des succès des luttes, en dégagant des propositions à partager. Cette Fête de l'Huma 2018 ouvre au fond leur congrès extraordinaire, les adhérents planchent sur quatre textes soumis à débat jusqu'au vote lors du congrès qui se tiendra du 23 au 25 novembre à Ivry.



D.R.

Jean-Marc, PCF

Morceau d'histoire

Sant-Nazer : De la petite Californie bretonne à la ruine de 1870.
Nous reviendrons, à chaque publication, sur un aspect de l'histoire de notre région.

PARTIE 1 : Des origines ouvrières au début du XX^{ème} siècle.
Petite bourgade avant 1848 (le petit Maroc regroupe alors 4 115 habitants), Sant-Nazer connaît la plus forte croissance démographique urbaine de l'Europe qui accompagne de multiples chantiers : creusement du premier bassin en 1847, voie ferrée Nantes-St Nazaire, lancement de la C.G.T., celle de Napoléon III et des frères Péreire, fondateurs de la Compagnie Générale Transatlantique - engloutie sous la base sous-marine par les nazis en 1940 - et créateurs des Chantiers*.

paysans de Brière et de toute la Bretagne, et surgissent les premières luttes ouvrières : 1847, 1858,... très limitées et vite réprimées par le "socialisme impérial"(Ancêtre du Macronisme).

Mais l'absence de tradition ouvrière, l'irrégularité de l'activité économique, l'hétérogénéité des salariés en font une population alors faiblement politisée. Les républicains et socialistes sont très peu présents et l'Eglise garde une grande influence.

Ce n'est qu'en 1880 que radicaux et socialistes vont s'organiser, ainsi que les syndicalistes : Charles Brunelière, Fernand Pelloutier - fondateurs de la fédération nationale des Bourses de Travail -, Aristide Briand, et beaucoup d'autres vont poser les bases durables du mouvement ouvrier dans notre région... ■ (Suite au prochain numéro...)

Gégé

* "le système le plus pur et le plus monstrueux de spéculation et de jeux", analyse Marx, dans "Le Capital" L. III, tome second (p 107, Ed. Sociales) p 21, AREMORS TOME 1.

Biblio : Autrement : *Saint-Nazaire port de toutes les littératures* (article d'Anne Bihan).
Aremors : *Saint Nazaire et le mouvement ouvrier de 1848 à 1920.*

Cependant, on recrute sur le bassin les premiers ouvriers



Fernand Pelloutier, syndicaliste, socialiste, anarchiste, né à Paris en 1869, mort dans le dénuement en 1901. Fondateur en 1892 de la Bourse du travail de Saint-Nazaire (celle que Batteux a cassée), et surtout de la Fédération nationale des Bourses du Travail qu'il a présidé de 1895 à 1901 en veillant à son autonomie vis-à-vis de la CGT. Il a écrit, entre autres : *De la Révolution par la Grève Générale*, avec Aristide Briand. Ce dernier, né à Nantes, et bien connu à Saint-Nazaire - ses parents tenaient le Grand Café où il fit ses premiers discours -, devint conseiller municipal en 1888. Contrairement à F. Pelloutier, son enthousiasme pour la "Grève Générale" ne résista pas à son opportunisme : il a été onze fois président du Conseil et vingt-six fois ministre sous la III^{ème} République...

Claudia

Les mauvais coups...

■ **DROIT D'ASILE : UN REcul SANS PRÉCÉDENT**
Ce qui a été décidé dans la loi Macron/Collomb : 90 jours au lieu de 120 pour déposer une demande d'asile. Refus si le demandeur a été condamné en France ou dans un autre pays de l'UE. 1 mois pour faire un recours CNDA en cas de rejet OFPRA (15 jours retoqués en 2^{ème} lecture) - carte de séjour apatrides et protection subsidiaire passe de 1 à 4 ans - possibilité de travail après 6 mois (9 avant) - durée maximale de rétention qui passe de 45 jours à 90. Pour attendre, les migrants se voient proposer... la rue. Cette loi ne prévoit aucune mesure pour améliorer l'accès des migrants à l'asile mais offre à l'administration française plutôt des outils pour les débouter plus vite. Davantage de personnes verront leur demande rejetée parce que n'ayant pas répondu aux demandes administratives à temps. S'il n'est certes pas souhaitable que les procédures soient excessivement longues, les demandeurs ont besoin de temps pour raconter les persécutions qu'ils ont subies dans leur pays. Plus de détails sur : <http://www.infomigrants.net/fr/post/11066/france-la-loi-asile-et-immigration-adoptee-qui-est-ce-qui-va-changer>.

■ **NATIONALISATION DES CHANTIERS STX**
LA PETITE BATAILLE NAVALE DE JUPITER MACRON
En mai 2017, Macron lors de son déplacement à Sant-Nazer se prononçait "pour une nationalisation temporaire" des Chantiers, pour "protéger les intérêts stratégiques de la France". Pour être temporaire, ce fut : le 11 juillet 2018, l'annonce de la reprise des parts coréennes par l'APE, agence de l'Etat, est la mise en oeuvre de choix financiers et judiciaires pris début 2017 avec la désignation de la société italienne Fincantieri comme reprenneur de STX par le tribunal de commerce de Séoul. Début 2019, avec 51% des parts, Fincantieri sera le maître. Quand aux "intérêts stratégiques de la France", ils devront s'accommoder de la politique des dirigeants de Fincantieri, hors des règles de l'industrie navale mondiale. Leurs nombreuses affaires en justice, leur réputation de "cost killers", comme l'éventuel conflit d'intérêt du secrétaire général de l'Elysée Alexis Kohler (enquête en cours)... devraient alerter notre Jupiter éclairé et tous les collaborateurs dans ce complexe montage financier. Pour nous, partisans d'une rupture avec la logique financière capitaliste, une vraie nationalisation s'imposerait pour protéger le site industriel et les intérêts de tous les salariés des Chantiers. Mais ça, c'est évidemment pas prévu sous Macron...

Gégé

C'est notre planète

Plus chauds que le climat !

Alors que les alertes de plus en plus pressantes se multiplient sur la catastrophe climatique en cours, nous restons enlisés dans le "Business as usual". Heureusement, une multitude d'initiatives fleurissent partout, pour la "justice sociale et climatique" ou "pour la transition", à l'exemple du mouvement Alternatiba.

Cette histoire prend racine à St Nazaire avec le lancement par ATTAC du Collectif Climat Presqu'Ile et l'organisation d'une étape étendue Savenay-St Nazaire du tour Alternatiba 2018, le 3 juillet.



Après une liaison vélo depuis Savenay, une "vélorution" dans St Nazaire, rassemblant une cinquantaine de personnes, a été l'occasion de parler climat et perspectives d'actions. Ainsi, Rdv a été pris pour la rentrée avec les syndicalistes de la CGT, rencontrés à Donges lors de l'étape, pour entamer des échanges constructifs sur les enjeux climatiques et industriels. Premiers pas pour esquisser les contours et les alliances pour un "mouvement global pour la justice sociale et climatique", urgent à construire.

De même un appel a été lancé devant la mairie pour s'emparer du Plan Climat Energie Territorial (PCET) que la CARENE et la Ville doivent adopter prochainement, pour y porter une expertise citoyenne et mobiliser les populations sur ces enjeux. Avec l'objectif à long terme de nous redonner collectivement le pouvoir de penser nos organisations économiques et sociales.

L'enjeu sera maintenant de faire vivre le Collectif Climat Presqu'Ile en impliquant plus largement les réseaux mobilisables sur ces questions.

http://climatpresquile.frama.site
climatpresquile@riseup.net

Ludovic

Rendez-vous

SAINT-NAZAIRE. Comité Solidarité Palestine. Rassemblement contre le blocus de Gaza. Chaque vendredi 18 h 30 devant le bassin de la mairie.

UCIJ Cercle du Silence, en solidarité avec les immigrés, esplanade des Droits de l'Homme, 15 h tous les 3^{ème} samedi du mois.

MOUVEMENT DE LA PAIX

Manifestation pacifiste le 14 octobre 2018 à Crozon-Le Fret.

Voilà un an que le Traité d'Interdiction des Armes Nucléaires (TIAN) a été voté à l'Assemblée générale de l'ONU par 122 états. Cet évènement historique a été récompensé par le Prix Nobel de la Paix 2017. Pourtant, la France, comme tous les états nucléaires, refuse toujours de ratifier ce traité. Alors qu'en montrant l'exemple, elle contribuerait à l'abolition de l'arme nucléaire sur notre planète ; elle répondrait à la volonté de la majorité des peuples du monde ; une autre période internationale s'ouvrirait avec la remise en cause de tout un système économique militaro-industriel démentiel. C'est bien ce vœu qu'expriment les cartes-pétitions proposées par ICAN* et adressées, signées, au Président de la République.

• Une large campagne pour sa ratification et l'abolition des armes nucléaires se développe donc en France, à l'appel de dizaines d'organisations.

• **La bombe, ça nous coûte un pognon dingue !** L'hôpital en France est au bord de l'asphyxie ; il faut des semaines pour accéder à un scanner corps entier ; or, un missile M51 coûte 150 millions d'euros, soit le coût de 150 scanners corps entier à un million d'Euros l'unité. On nous dit qu'il n'y a pas d'argent, que l'Etat n'a pas les moyens - c'est FAUX ! En effet, le Gouvernement vient de faire voter une loi de programmation militaire qui prévoit 37 milliards d'euros sur 6 ans, soit 120 milliards sur 20 ans pour renouveler tout l'arsenal d'armes nucléaires de la France : 300 bombes, 64 missiles nucléaires, 4 sous-marins nucléaires SNLE. Les armes nucléaires sont illégales, dangereuses, coûteuses, militairement inutiles et moralement inadmissibles...

• **Dimanche 14 octobre 2018 - 10 h - 17 h30, tous au rassemblement devant la base de sous-marins nucléaires de l'île Longue (Crozon-Le Fret - 29)**

• <http://culturedelapaix.org> / 14octobreillelongue@mvtpaix.org

* ICAN : Campagne Internationale pour l'Abolition de l'Arme nucléaire



Paulette, Comité Nazairien du Mouvement de la Paix.

Vous avez la parole

ACCUEIL DES MINEURS RÉFUGIÉS

Depuis un an, six jeunes réfugiés, mineurs isolés, sont accueillis à St Nazaire, par une dizaine de familles, contribuant ainsi à soulager un peu les associations nantaises.

Autour d'un verre, récit d'un engagement, des démarches administratives Kafkaïennes, de la lente découverte de jeunes attachants, de leurs parcours traumatiques. « C'est vrai qu'on a un peu essuyé les plâtres et que ça n'a pas été facile tous les jours mais notre expérience peut servir à d'autres ».

Ils ont donc monté un collectif pour accompagner et soutenir les dizaines de familles qui ne manqueront pas de répondre à l'appel pour accueillir d'autres jeunes. « A plusieurs c'est beaucoup plus facile ! »

Ludo, Saint-Nazaire



PARCOURSUP :

L'HEURE DE LA SÉLECTION ! En cette rentrée, des dizaines de milliers de bacheliers sont sur la touche, sans affectation ! Sans compter ceux qui ont définitivement renoncé...

La sélection, qui s'est vue renforcée l'an passé par la loi ORE et le remplacement du système APB par celui, encore pire, de Parcoursup, tombe le masque et laisse entrevoir clairement ses défaillances, sa méthode de tri social et surtout ses mensonges.

Malgré cela, peu de gens, parents et élèves confondus, réagissent à la situation à la hauteur de sa gravité

sur le long terme. Il est urgent de se mobiliser pour toute une génération de jeunes qui sont laissés à la porte de leur avenir. Tout le monde devrait avoir droit aux mêmes chances de réussite !

Gaspard, Lycéen SGL

LINKY : ON PEUT DIRE NON !

Le big data nous connaît par nos téléphones, nos ordinateurs, nos cartes bancaires... Mais ça ne lui suffit pas. Voilà les CAPTEURS connectés pour remplacer les compteurs classiques d'électricité, de gaz, d'eau. Ces compteurs pourtant en bon état de marche, pourquoi les remplacer ? (...)

Déjà plus de 600 communes, des milliers de foyers refusent de se laisser installer ces capteurs pourvoyeurs d'ondes électro-magnétiques néfastes pour la santé, qui suppriment des milliers d'emplois (les collecteurs), occasionnent un gaspillage monstrueux (que vont devenir nos anciens compteurs?) et font monter les factures individuelles (tiens, tiens...). De nombreux collectifs d'usager.es, en France et dans la Presqu'île s'organisent pour empêcher le déploiement de ces « compteurs intelligents » nullement obligatoires.

Pour le Collectif de Saint-Nazaire, Catherine
Stoplinky.saintnazaire@gmail.com

COMMENT NOUS CONTACTER ?

LA BASE est une tribune ouverte à tou.te.s.
N'hésitez pas à proposer vos articles et informations.
labase44@riseup.net - <https://labase44.wordpress.com/>

la base
BULLETIN ANTICAPITALISTE SOCIAL ECOLOGISTE

SÉCURITÉ SOCIALE

Macron nuit gravement à la Santé !
Le projet de réforme remet en cause les fondements de la Sécurité Sociale basée sur la solidarité entre les travailleurs.



Manifestation des retraité.e.s à Paris le 28 septembre 2017. Photothèque Rouge/Milo

On le sait, en 1945, est instauré le régime général de la Sécurité Sociale pour tous les salariés du privé : le salaire des actifs sert immédiatement à payer les pensions de retraites, à faire face à la maladie, la maternité ou l'accident. C'est le système par répartition : "Chacun cotise selon ses moyens et reçoit selon ses besoins." Certains disent qu'elle est "un avant-goût de socialisme imposé à l'intérieur du capitalisme".

La sécurité Sociale devient le socle de notre système de santé basé sur la solidarité entre les travailleurs. Elle a fait preuve d'une remarquable stabilité et efficacité depuis 70 ans.

Si la bourgeoisie et le grand patronat - salis et affaiblis par leur collaboration avec les nazis pendant la guerre - furent incapables de s'opposer à sa création, la Sécu a toujours été l'objet d'une intense lutte de classes et les gouvernements n'ont eu de cesse de la remettre en cause :

- baisse continue des cotisations patronales et exonérations de toutes sortes (25 milliards par an) ; augmentation de la durée de cotisation ; baisse des pensions et recul de l'âge légal de départ à 62 ans ; remise en cause des régimes spéciaux (mineurs, SnCF, fonctionnaires et autres...) ; création de la CSG (un impôt à la place de cotisations salariales) ; restrictions budgétaires dramatiques dans les hôpitaux, fermetures de maternités et de centres spécialisés, menaces sur les pensions de réversion.

Et maintenant, projet de mise en place d'un système de retraite à points, budgétisé chaque année au bon vouloir du gouvernement, et/ou par "capitalisation", c'est-à-dire basé sur les aléas de la Bourse (comme les Fonds de pension), système qui a ruiné des millions de retraités aux USA et ailleurs lors des dernières crises financières...

Leur objectif ? Remettre la main sur les 230 milliards d'euros de cotisations sociales - parties intégrantes de notre salaire, qui échappent au circuit marchand - pour les transformer en recettes, en capitaux, en sources de profit, au plus grand bénéfice des assureurs privés et des spéculateurs.

Les pauvres et les vieux peuvent bien crever ! Les mobilisations ont été puissantes et nombreuses ces trente dernières années pour préserver - malgré les reculs - l'essentiel de cet acquis majeur pour les travailleurs. Mais c'est l'ossature de notre démocratie sociale - produit de plus d'un siècle de combats - que Macron veut aujourd'hui liquider.

Défendre nos retraites, défendre la Sécu, défendre nos hôpitaux et nos maternités, c'est non seulement défendre le droit à la santé, mais c'est faire un choix de société, celui de la démocratie contre la dictature capitaliste. C'est LA bataille qu'il va falloir mener et, cette fois, gagner. Tous ensemble.

A commencer dès ce 9 octobre avec la journée unitaire interprofessionnelle ?

"Quand le gouvernement viole les droits du peuple, l'insurrection est (...) le plus sacré des droits et le plus indispensable des devoirs".

(Article 35 de la Déclaration des Droits de l'Homme et du Citoyen du 24 juin 1793)

N° 1 - Octobre 2018 - Soutien : 0,50 €

L'édito

POURQUOI UNE NOUVELLE PUBLICATION ?

Au nom du dogme libéral de la "concurrence libre et non faussée", de la baisse du "coût du travail", de la "crise", des "déficits" et autres balivernes que l'on nous sert depuis plus de 30 ans, nous subissons une remise en cause de toutes les conquêtes sociales qui fondent notre modèle démocratique.

Le Code du travail, la Sécurité sociale, la SnCF, les barrages, les retraites, les services publics, l'Education et la Santé... tout doit disparaître ! C'est en tout cas le projet de Macron - le président des riches - qui aggrave encore la politique de privatisations de ses prédécesseurs. Et cela malgré la crise politique et institutionnelle ouverte par les conditions de son élection (par défaut), les "affaires" Benalla, Kohler, Nyssen, et la démission fracassante de Nicolas Hulot qui l'affaiblissent. (Oui, décidément, l'écologie est incompatible avec le capitalisme).

Macron n'est fort que de nos hésitations et de nos divisions. Plus que jamais nous pensons que l'unité est indispensable pour défendre nos droits et nos revendications. Maintenant, sans attendre.

A la suite du Forum Social du 13 mai et de la Marée populaire du 26 mai dernier, ce bulletin unitaire est lancé à l'initiative de militant.e.s politiques, syndicalistes et associatifs qui souhaitent - sans renoncer à leurs identités - dépasser les clivages, partager leurs expériences et leurs idées pour combattre ensemble le gouvernement. Nous avons commencé à le faire depuis plusieurs mois et nous voulons aller plus loin avec LA BASE.

FAITES-LE SAVOIR !

Ce bulletin rendra compte des résistances sociales sur Saint-Nazaire et sa région. Il est ouvert à tou.te.s, engagé.e.s dans les combats contre la dictature de la finance, pour une société respectueuse de la planète, libérée de l'exploitation, des oppressions et de la guerre. Pour nous contacter : labase44@riseup.net <https://labase44.wordpress.com/>

Cette initiative est soutenue par des militants de : la CGT, Solidaires, la France Insoumise, Génération.s, le NPA, le PCF, Attac, le Front Social, le Mouvement pour la Paix, Nuit Debout, des antifascistes, des salarié.e.s, des sans-emploi, des retraité.e.s, des lycéen-ne.s et des étudiant.e.s...